

Les Matinales du Club

Nigéria : des signaux tangibles mais encore fragiles de l'émergence

Compte-rendu

*PRESIDEE PAR **CHRISTOPHE DESTAIS**, Directeur-adjoint du CEPII*

Intervenant

Emmanuelle Boulestreau, Chef du service économique régional (Nigéria, Ghana, Libéria, Sierra-Leone). Ambassade de France au Nigéria.

I) Remarques introductives : prépondérance de l'économie politique, faiblesses de l'appareil statistique

Une r

Au Nigéria particulièrement, l'approche économique ne peut être séparée de l'approche politique et sociale, pour plusieurs raisons :

- La redistribution de la rente pétrolière est au cœur de la vie politique, en irriguant le système fédéral (36 Etats fédérés et 774 gouvernements locaux).
- Les décisions économiques (comme la décision d'embauche) sont influencées par l'appartenance ethnique.
- Les carences statistiques introduisent une marge d'erreur dans une analyse qui serait purement économique (Ainsi le gouvernement central n'a qu'une idée partielle de la dette des Etats fédérés). De plus l'économie informelle, difficile à quantifier, représente 30 à 40% du PIB.

II) Point de situation économique : l'embellie

1) Sortie de récession en 2017

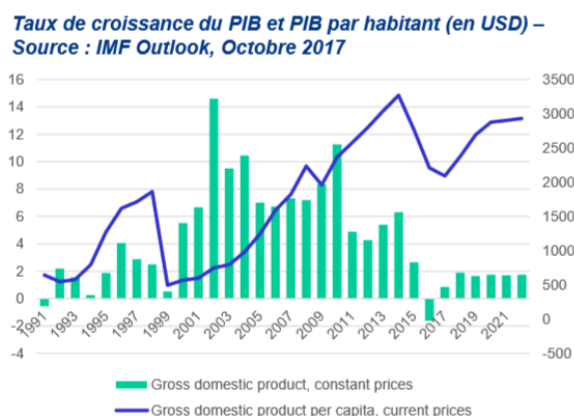
Recul du PIB de 1,6% en 2016, alors que le Nigéria cédait à l'Angola sa place de 1^{er} producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne.

Sortie de récession au 2^{ème} trimestre 2017, avec une croissance de +0,7% après 5 trimestres successifs de contraction, et croissance de 1,4% au 3^{ème} trimestre 2017.

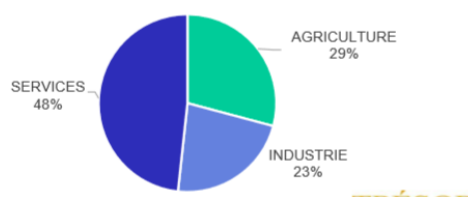
Cependant cette croissance a été largement portée par le secteur pétrolier, la croissance hors pétrole et hors agriculture (ces deux secteurs représentent 65% du PIB) étant restée négative en 2017.

Le FMI prévoit une croissance de 2,1% en 2018. Le Nigéria demeure donc la plus grosse économie d'Afrique, avec un PIB de 406 Mds USD en 2016.

La récente récession -5^{ème} depuis 1982- a été un vrai choc au Nigéria, et fut la 1^{ère} contraction depuis 1991.



Composition du PIB par secteur au T3 2017 (en %) –
Source : NBS



2) Autres marqueurs d'une évolution positive de l'économie en 2017

Le mois d'octobre 2016 fut le point culminant des problèmes de change du Nigéria, avec un différentiel de 60% entre le taux officiel du Naira et le cours du marché parallèle et des réserves de change de seulement 23 Mds USD (inférieures au « niveau de confort » de 25 Mds USD, correspondant à trois mois d'importation).

L'année 2017 marque un tournant en la matière avec une remontée rapide des réserves de change à 41 Mds USD en janvier 2017 (au même niveau qu'en janvier 2014).

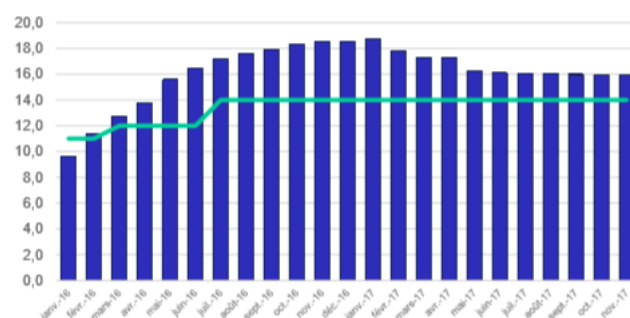
Cette remontée fut permise par : 1) une remontée du cours du baril et de la production, 2) des émissions obligataires offshore réussies, 3) un retour partiel de la confiance des investisseurs étrangers (+147,5% des flux de capitaux au T3 2017).

Ce nouveau contexte a rendu possible l'introduction d'une nouvelle fenêtre d'accès au change pour les investisseurs et les exportateurs fin 2017. Elle a permis de stabiliser en grande partie le cours du Naira et le celui du dollar. Elle a aussi mis fin à la crise de liquidité et a significativement fait baisser l'inflation, aujourd'hui à 16% (notamment via une baisse du coût des importations).

Production totale de pétrole brut et de condensat (M/j) et de gaz (BCF) – Source : NNPC



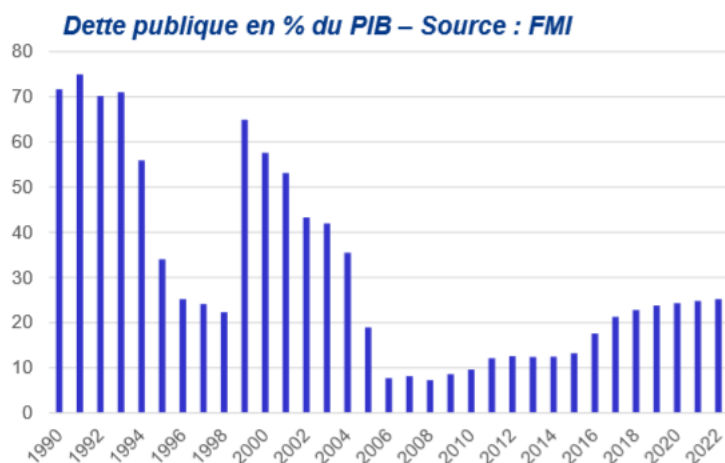
Variation de l'indice des prix à la consommation en g.a. (en %) et taux directeur de la Banque centrale – Sources : CBN, NBS



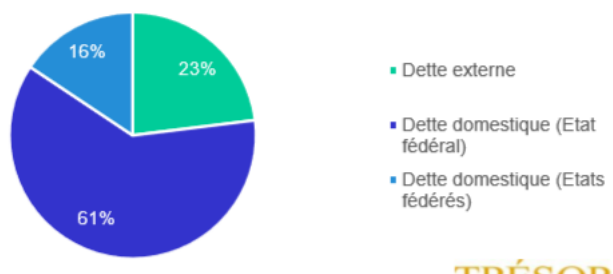
3) Ambitions budgétaires volontaristes dans un contexte d'endettement contenu

Depuis son arrivé en 2015, le président Buhari a fait voter des budgets croissants au sein desquels les dépenses d'investissement sont elles-mêmes croissantes.

Par ailleurs le Nigéria a depuis la crise du début des années 2000 **une politique très rigoureuse de contrôle de sa dette, qu'il a maintenu malgré la récession de 2016-2017**. Le service de la dette représente un quart du budget (l'équivalent de la rémunération des fonctionnaires), le niveau d'endettement du Nigéria s'est légèrement détérioré (passage du risque de surendettement faible à moyen) mais **la dette, à 17,6% du PIB en 2016, reste soutenable (elle devrait atteindre 21,3% en 2017)**.



Composition de la dette publique nigériane au 30/09/2017 – Source : DMO



4) Un système financier faible mais résilient

Le système bancaire est oligopolistique avec seulement 21 licences et 5 banques contrôlant 45% des actifs (FNB, Zenith, UBA, GTB, Access). Des effets systémiques étaient donc craints, mais ne se sont finalement pas réalisés (l'augmentation des créances douteuses a été modérée entre juin 2016 et juin 2017, passant de 11,7% à 15%).

III) La première puissance économique a des atouts indéniables

Le Nigéria peut s'appuyer sur d'indéniables atouts :

- Il appartient aux MINT (Mexique, Indonésie, Nigéria, Turquie).
- Puissance démographique : **de 190 Mhab aujourd'hui à près de 400 Mhab en 2050**. De plus cette croissance démographique devrait soutenir la croissance économique, grâce à une forte croissance urbaine (4,7%) et à la qualité de sa diaspora, dont 68% est installée dans des pays développés.
- Le Nigéria est une puissance économique qui représente **72% du PIB de la CEDEAO et 2210\$ de PIB/hab, et 5000\$ en ppa**.
- Le Nigéria est une puissance politique : il s'agit d'une démocratie désormais bien installée, assortie d'une vraie liberté d'expression. Son fédéralisme centralisé lui confère sa stabilité (en accord avec la devise du pays « l'unité dans la diversité »), le pays n'étant pas menacé par des volontés séparatistes. Le Nigéria est un contributeur majeur aux opérations de maintien de la paix menées par l'ONU. Il est également un représentant potentiel du continent africain au G20.
- Ressources gigantesques : **10^{ème} réserves mondiales de pétrole, 8^{ème} réserves mondiales de gaz, potentiel minier très sous-exploité, ainsi que l'est le potentiel**

agricole. Sa localisation est intéressante car le pays peut se situer sur les routes commerciales du Nord (vers le Maghreb).

- Il s'agit d'une puissance créatrice, avec un secteur de l'industrie culturelle à 2% du PIB. Nollywood (l'équivalent nigérian de Bollywood) irrigue l'Afrique.
- Des groupes panafricains : Banques, Dangote, telecom,...
- Richesses individuelles : 18 milliardaires, 32 000 millionnaires qui ne regroupent pas seulement des héritiers mais également un nombre significatif d'entrepreneurs.
- Des champions régionaux : l'Etat de Lagos représente 20% du PIB fédéral, soit la 8^{ème} économie d'Afrique.
- Un secteur privé ambitieux : Eko Atlantic (projet d'île artificiel financé par le secteur privé, sur laquelle pourraient vivre plusieurs millions de personnes).

1) Sortir de la dépendance au pétrole

Le pays est très exposé à un choc extérieur sur les cours du baril. Si le pétrole et le gaz, qui représentaient 45% du PIB en 2005, ne représentent plus que 10% du PIB aujourd'hui, ces secteurs représentent toujours 95% des exportations de biens, 70% du total des recettes budgétaires et 90% des recettes en devises. Ainsi malgré une évolution en part de PIB, le poids du pétrole dans l'économie reste trop important.

Cette dépendance excessive au cours du baril fut à l'origine de la récession de 2016, avec une baisse des entrées de devises étrangères exerçant des pressions sur la monnaie nationale, le recul du niveau des réserves de change, les pressions inflationnistes dues notamment à l'augmentation des prix importés, etc.

2) Parmi tous les défis infrastructurels, réformer le secteur électrique

Malgré ses ressources (pétrole, gaz, charbon, hydro, etc.) **la consommation moyenne d'électricité annuelle est très basse (155 kWh/hab), le taux d'utilisation des infrastructures est faible (torchage du gaz de 60%, utilisation des capacités de raffinage de 20%) et 60% des Nigériens n'ont pas accès à l'électricité.** Alors que la capacité électrique installée est de 13 400 MW, la capacité opérationnelle n'est que de 8000 MW et la capacité disponible varie entre 3500 et 5000 MW (pour une demande de 13 000 MW). Ainsi plus de la moitié de la production électrique est assurée par l'auto-production : les usines au Nigéria tournent grâce à des générateurs et non au réseau électrique...

Le problème est que le secteur électrique, libéralisé pour mettre en place un marché concurrentiel, n'a pas trouvé sa viabilité financière : les déficits cumulés s'élèvent à 1,5 Mds USD.

3) Le Nigéria doit accepter de s'insérer dans l'économie mondiale

L'économie du Nigéria est très peu tournée vers l'extérieur : en matière commerciale, le pays refuse de valider l'adhésion à l'APE CEDEAO-UE, s'oppose à l'adhésion du Maroc et n'est pas signataire de l'accord sur les marchés publics à l'OMC. **Le financement par IDE est très faible (il ne représente que 1,4% du PIB), tout comme le commerce extérieur, qui ne s'élève qu'à 57 Mds USD en 2016 (dont 90% de pétrole).**

Bien que peu ouverte, **cette économie a besoin du financement extérieur : les taux d'investissement ne sont que de 14% du PIB, avec un taux d'épargne domestique faible et des prêts bancaires qui ne financent pas l'économie (seulement 15% du PIB).** Par ailleurs cette économie aurait besoin de s'exposer à la concurrence internationale pour augmenter sa productivité.

4) Répondre aux défis socio politiques

Il convient que l'élection présidentielle de 2019 se passe aussi bien que la précédente.

Il est aussi nécessaire de maîtriser les fronts sécuritaires :

- Le groupe islamiste Boko Haram au nord-est du pays, cause de déplacements massifs de populations avec 13 millions de personnes sous alimentées,
- Militantisme dans le Golfe de Guinée – actes de vandalisme et de piraterie sur les pipelines en 2016 et amputation de 25% de la production,

- Conflits entre éleveurs peuls (fulanis) et agriculteurs dans la Middle Belt qui fragilise le dynamisme du secteur agricole,
- Nécessité de rendre le régime de croissance plus redistributif : 67% de la population sous 1,5 USD en ppa ; coefficient de Gini entre 0,45 et 0,5 ; 30% de la population contrôle 80% des richesses ; enfin une croissance du PIB/hab négative depuis 2015 du fait de l'explosion démographique,
- Les déséquilibres géographiques posent problème : Lagos consomme 135 fois plus que le reste du pays,
- Boom démographique : c'est un atout mais également un défi, car 25% des moins de 25 ans sont sans emploi, alors que la moyenne d'âge est de 17,9 ans,
- Corruption : 136^{ème} sur 176 pays au classement Transparency International en 2016.

IV) Le gouvernement et le secteur privé répondent depuis deux ans à ces défis

En plus des budgets volontaristes mis en place, un train de réformes a été lancé :

- Le Nigéria vient de fortement progresser dans le classement Doing Business (145^{ème}/190 en 2018 contre 169^{ème} en 2017).
- Le gouvernement a lancé des initiatives pour améliorer le management financier et la gouvernance : lutte contre les emplois fictifs, meilleure information sur les comptes publics, mise en place du compte unique du Trésor, etc.
- Mise en place en 2017 d'un plan de croissance et de reprise économique à moyen terme sur les années 2017-2020 (appelé l'ERGP 2017-2020) : le gouvernement s'est doté d'une vision très détaillée de sa propre économie, qui lui faisait défaut jusqu'à lors : doublement de la part de l'industrie dans le PIB, réduire l'inflation à 9%, accroître les recettes fiscales pour les faire passer de 6% à 15%, permettre l'augmentation des IDE, créer 15 millions d'emplois, etc.
- Il existe un plan de redressement du secteur électrique avec 5 Mds USD de financement extérieur.
- Acceptation de faire appel aux financements internationaux. Le gouvernement fait appel à la Chine, à la Banque Africaine de Développement, à la Banque Mondiale, à l'Agence Française de Développement, etc.
- Le gouvernement fournit un gros effort de gouvernance, notamment des banques publiques.
- La banque centrale mène cependant une politique trop agressive dans le financement de l'économie : son interventionnisme n'est pas coordonné avec le ministère de l'économie et crée la confusion. Le FMI critique beaucoup cet interventionnisme. Ainsi alors que le Nigéria estime sa croissance pour 2018 à 7% du PIB, le FMI est bien moins optimiste, en prévoyant une croissance à 2% du PIB, et en exhortant le gouvernement à mener à bien les réformes entreprises.

Questions/réponses

A propos de la réforme du secteur pétrolier : où en est-on ? Quid de la loi sur le torchage votée il y a 10 ans ?

Emmanuelle Boulestreau : Concernant le secteur pétrolier, un travail considérable a été effectué par le vice-président lors de son premier intérim. Un dialogue a été rétabli avec certains groupes armés et des capacités de subventions ont été réintroduites dans le budget. On ne constate donc plus d'attaques sur les installations depuis assez longtemps.

En revanche le dossier du torchage n'avance pas beaucoup, même si le ministre du pétrole s'en préoccupe réellement.

Les vols de pétrole continuent, alimentant une économie parallèle. Il y a en revanche un projet de réintégration de l'économie informelle du pétrole dans le secteur formel.

Sur le président : il a été absent pendant de longues années, n'y a-t-il pas des frictions

entre l'équipe du président et celle du vice-président ?

Emmanuelle Boulestreau : Le président Bouhari a été malade pendant longtemps, ce qui a eu un impact sur la gouvernance économique, en ralentissant certaines réformes. Le président Bouhari est désormais en pleine forme et très actif. Il sera très probablement candidat aux élections de 2019, et son vice-président n'affiche aucune ambition politique.

Quelles sont les chances de diversifier l'agriculture ? Y a-t-il des investisseurs locaux et étrangers qui s'y intéressent ?

Emmanuelle Boulestreau : L'agriculture fait partie des six priorités sectorielles de l'ERGP (plan de croissance) et des mesures sont prises, notamment par la banque centrale qui a ouvert des fenêtres de financement avec des taux bonifiés. La banque de l'agriculture a été recapitalisée, et son management revu. Nombreux sont les investisseurs locaux et internationaux, et ce sur toute la chaîne : de la culture à la distribution.

Qu'en est-il du développement des énergies renouvelables ?

Emmanuelle Boulestreau : Même si les énergies renouvelables sont officiellement une priorité, l'approche sur la question se veut pragmatique. Le gouvernement a besoin de générer de l'électricité, et l'utilisation des hydrocarbures est une tentation évidente pour le gouvernement. Il s'est engagé sur une quinzaine de projet en garantissant le rachat de la production électrique par des énergies renouvelables. Les financements sont là mais le manque de garanties est un frein au décollage de ces projets.

Les investisseurs chinois bénéficient-ils pour leur part de garanties particulières ?

Emmanuelle Boulestreau : C'est très difficile à savoir.

Sur les infrastructures : quelle est la part de la Chine ?

Emmanuelle Boulestreau : La part de la Chine est absolument majeure. Elle est de 6 Mds USD dans la dette actuelle du Nigéria, et la Chine est positionnée sur de nombreux secteurs stratégiques, comme le secteur maritime, le fret ferroviaire, bientôt sans doute sur les aéroports.

Il y a beaucoup de comparaison Nigéria-Indonésie. En quoi le Nigéria est mieux placé que l'Indonésie sur la question de la décentralisation ?

Emmanuelle Boulestreau : L'Indonésie est certes décentralisée mais le pouvoir central reste très fort. Le Nigéria est pour sa part un Etat fédéral depuis l'origine. Les situations sont donc difficilement comparables.

La France est capable de s'engager sur le long terme en appui de projets menés au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Y a-t-il une même vision de long terme sur le Nigéria ?

Emmanuelle Boulestreau : L'AFD est très présente avec 1,3 Mds USD d'engagement sur le Nigéria, qui fait partie du groupe prioritaire pour l'augmentation de ses engagements de 50%. Les guichets du Trésor sont ouverts.

Cependant il est vrai que le Nigéria n'est pas traditionnellement sur la route de nos ministres et présidents, même si François Hollande l'a visité. Emmanuel Macron connaît le Nigéria (notamment pour y avoir fait son stage ENA) et a conscience de son importance.

Est-ce que le Nigéria aspire à être la locomotive du continent ? Si oui pourquoi cette frilosité à s'engager dans le commerce international ?

Emmanuelle Boulestreau : Le Nigéria a davantage une politique de contrôle que de conquête active : il souhaite être incontournable en Afrique de l'Ouest mais n'est pas très proactif.

Quelle est votre appréciation de la capacité du Nigéria à mettre en œuvre ses plans ?

Emmanuelle Boulestreau : Je pense sincèrement qu'ils sont en train de les mettre en œuvre, malgré de nombreuses difficultés.

Quel est le niveau des arriérés de paiements depuis 2 ans. Sait-on évaluer le niveau des arriérés de paiements restants ?

Emmanuelle Boulestreau : Il est très difficile de comptabiliser les arriérés. Le paiement des arriérés aux compagnies pétrolières est aujourd'hui bien réel.

Le contraste est très frappant entre le sud du pays, très dynamique, et le nord, où les investissements sont rares. Cette forte hétérogénéité ne menace-t-elle pas l'unité du pays ?

Emmanuelle Boulestreau : Les trois régions sont si historiquement liées que le pays ne saurait être menacé de désunion. Ces trois zones sont commercialement très interdépendantes et les mouvements de travailleurs d'une zone à une autre sont importants, diminuant le risque séparatiste.

Remarque de Christophe Destais : Avec un taux d'investissement de seulement 14%, il est difficile d'imaginer que le Nigéria émerge durablement. En plus des investissements internationaux, le taux d'épargne est donc insuffisant.